



12-10-2012

A propos des nationalisations

La construction de l'Europe a accéléré la casse des nationalisations et des services publics.

EDF, Air France, SNCF, Renault etc... autant d'entreprises qui ont marqué l'histoire sociale et économique de notre pays. Mais pour le capital leurs activités étaient et sont toujours synonymes de profits dont il faut s'emparer. La santé, l'éducation, la recherche, les télécoms sont eux aussi considérés comme source de profits. Alors depuis 30 ans les privatisations brutales ou rampantes ont été conduites par tous les gouvernements en place. Si la droite a largement participé à ces opérations on pense aussi à la Gauche Plurielle de Jospin qui, avec Chirac, à Lisbonne ou à Barcelone a accepté et accéléré ces privatisations sous prétexte que l'Europe l'imposait. Comme si l'Europe n'était pas leur création !

Avec ce gouvernement nous sommes dans la même logique. Le capital ayant les mêmes objectifs d'aller jusqu'au bout des privatisations, le personnel politique en place exécute ! Guillaume Pépy, PDG de la SNCF avec ses 923 filiales (en réalité des privatisations déguisées) annonce la transformation de la société nationale SNCF en Société Anonyme. Cette information discrète était couverte par le tintamarre de l'annonce de la création de milliers d'emplois par la SNCF qui en a supprimé des dizaines de milliers et va encore en supprimer en 2013. Quant à la nature de ces emplois et des statuts des nouveaux salariés, c'est le flou.

Dans le même temps Montebourg, ministre d'un hypothétique gouvernement de redressement national mais porte parole et DRH occasionnel de PSA, résout le problème de la nationalisation d'Arcelor en estimant que « l'état n'a pas vocation à fabriquer de l'acier ». C'est évident que pour lui, l'acier et les salariés qui le fabriquent, c'est l'affaire des grands groupes privés dont il sert les intérêts.

La période qui s'ouvre avec la suppression des dizaines de milliers d'emplois doit être celle de l'exigence de nationalisations, pour combattre les appétits du capital et regagner la maîtrise de notre appareil productif. La nation doit se réapproprier les grands moyens de production et d'échange, leur développement par et pour le peuple. Des nationalisations qui doivent répondre aux intérêts de notre pays et à la satisfaction des besoins. La participation et le contrôle du peuple sont nécessaires à leur réussite.

Mais c'est uniquement par la lutte que nous les imposerons.